

BOURSE



Montréal ▼

Montréal 3283,54 -4,05
VARIATION DU JOUR: -0,12% AN: 31,51%



Toronto ▼

Toronto 6459,51 -13,53
VARIATION DU JOUR: -0,21% AN: 25,50%



New York ▲

New York 7575,83 36,56
VARIATION DU JOUR: 0,48% AN: 33,64%

S&P 500	869,57	4,30
VARIATION DU JOUR:	0,50%	AN: 29,60%
Nasdaq	1407,84	6,12
VARIATION DU JOUR:	0,44%	AN: 14,39%
Dollar CAN	72,11	cents US 0,03
VARIATION DU JOUR:	0,04%	AN: -1,53%
Dollar US	1,387	SCAN -0,001
VARIATION DU JOUR:	-0,04%	AN: 1,55%
Or	343,60	\$US -0,10
VARIATION DU JOUR:	-0,03%	AN: -10,57%
Pétrole	17,01	\$US -0,01
VARIATION DU JOUR:	-0,06%	AN: -6,64%



Travail
La FTQ
accueille
les travailleurs
autonomes
page E 2

Black bonifie son offre pour Southam

RICHARD DUPAUL

Cédant aux pressions des investisseurs institutionnels, Hollinger, la société de portefeuille du magnat de la presse Conrad Black, a bonifié quelque peu son offre pour l'achat de toutes les actions de Southam qu'elle ne détient pas déjà, soit un bloc de 49,6 %.

Essentiellement, Hollinger amende sa proposition en y ajoutant une clause de conversion qui permettrait aux actionnaires de profiter de la plus-value éventuelle des actions du groupe, affirme à *La Presse* le vice-président de la compagnie, M. Peter Atkinson.

L'amendement aurait déjà satisfait le comité indépendant, mis sur pied par Southam pour évaluer la proposition d'achat, qui recommandera aux actionnaires d'accepter l'offre de Conrad Black, ajoute Hollinger dans un communiqué.

Dans sa proposition initiale, Hollinger Canadian Publishing Holdings (HCPH), une nouvelle filiale de Hollinger, offre un montant équivalant à 23,50 \$ pour chaque action de Southam. L'offre est composée de 13,50 \$ en argent et de 10 \$ en actions non votantes de HCPH.

Avec les derniers changements, les actions de HCPH pourront être converties d'ici trois ans en actions subordonnées de catégorie A de Hollinger International. Le ratio de conversion a été fixé à une action de HCPH pour 0,55 à 0,6 action de Hollinger International durant la période de conversion.

En clair, si l'action de Hollinger International atteint au moins 14,75 \$ US (20,47 \$), il deviendrait alors profitable pour les actionnaires de convertir leurs titres, dit la direction.

L'offre est conditionnelle au dépôt d'au moins 66,7 % des actions en circulation. Cela signifie que les investisseurs institutionnels auront donc le dernier mot dans cette affaire.

Or, au moins l'un d'entre eux est demeuré sur son appétit hier. M. Denis Ouellet, un gestionnaire de portefeuille pour Gestion financière Talvest, de Montréal, s'est montré peu impressionné par la nouvelle proposition de Hollinger. « C'est typique de Conrad Black. Ses transactions n'ont jamais la qualité d'être simples », déplore-t-il.

Selon lui, l'offre de Hollinger est basée sur la plus-value potentielle des titres du groupe, ce qui comporte des risques. Aussi, M. Ouellet entend conserver ses titres de Southam, qui offrent un meilleur potentiel d'appréciation à son avis.

Talvest détient quelque 147 000 actions de Southam, représentant moins de 1 % du capital de la compagnie.

Un autre groupe financier, la Franklin Mutual Advisers, du New Jersey, qui détient environ 20 % des actions de Southam, a qualifié plus tôt cette semaine l'offre de Hollinger d'« insuffisante ». Selon la firme, dont les responsables n'ont pu être joints hier, le titre vaudrait au moins 25 \$ l'unité.

Domco nie vouloir déménager son siège social en Alabama

LAURIER CLOUTIER

Domco, de Farnham, le principal concurrent d'Armstrong dans les revêtements de sol, nie projeter son déménagement en Alabama.

À la recherche d'un nouveau président, Domco écrit pourtant à des candidats envisager le transfert de son siège social aux États-Unis, selon des sources. Leader au Canada et numéro deux aux États-Unis, Domco a 1500 employés dont environ 400 à Farnham et les autres au Texas et en Alabama.

Le président de Domco, Robert W. Van Buren, 66 ans, déclare venir de décider de reporter sa retraite de deux ans. « C'est trop excitant ». Le conseil d'administration a chaudement applaudi M. Van Buren lorsqu'il lui a annoncé hier sa décision, dit un administrateur. « C'est le champion mondial du revêtement ». Le président allait prendre sa retraite entre sa maison du Texas, sa ferme de New York et son condo de l'Île-des-Soeurs.

Le vice-président aux finances de Domco, Robert Désautels, a

tenu lui aussi à nier avec fermeté tout déménagement. « On investit plus que jamais à Farnham. Les usines américaines relèvent de Farnham ».

La mairesse de Farnham, Lise Lafrance-Charlebois, ne croit pas du tout au déménagement d'un de ses trois principaux employeurs, qui concentre ici sa direction nord-américaine, agrandit et embauche.

Sommer Allibert, de Nanterre, en France, détient 69 % des actions de Domco mais doit les vendre bientôt à Tarkett, d'Allemagne, tout comme sa propre division de revêtements. En échange, Sommer Allibert prendra 60 % des actions de Tarkett, formant un groupe de quatre milliards de chiffre d'affaires, contre trois milliards pour le leader nord-américain Armstrong.

Depuis le projet de fusion, Som-

mer Allibert a pressé Robert Van Buren de garder la présidence. Il oeuvre dans les revêtements depuis 1950, dont 23 ans pour des compagnies américaines achetées par Tarkett. Il a par la suite présidé Azrock, du Texas, avant d'accepter la présidence de Domco en 1988.

Domco accusait des pertes de sept millions mais a affiché en 1996 des profits de près de 20 millions, sur un chiffre d'affaires de 325 millions. Sous la gouverne de M. Van Buren, Domco a acheté Azrock, il y a trois ans, et Nafco, en Alabama, en 1996.

« Il suffit de connaître Florence, en Alabama, pour savoir que ce n'est pas Montréal », dit le président. Armstrong fait circuler des rumeurs. En Alabama, Domco a son bureau américain de ventes et marketing.

Il serait trop compliqué de rebâtir l'équipe du siège social en Alabama, dit un administrateur. « Les ressources humaines constituent la grande préoccupation » de M. Van Buren. Ce dernier avoue qu'il a un défi à relever, même s'il affirme

que la fusion Sommer Allibert-Tarkett n'entraînera pas de mises à pied chez Domco, comme le prétend Armstrong. « Les usines tourneront plus ».

Domco se retrouve au centre d'une bataille transatlantique parce qu'Armstrong — dont Sommer Allibert et Tarkett viennent de prendre la mesure — offre d'acheter Domco, au prix de 488 millions, une prime de 56 % sur la dernière cote boursière.

Lors de sa réunion du conseil d'hier, Domco a désigné trois administrateurs de l'extérieur pour examiner l'offre: Me John B. Claxton, du cabinet Lafleur Brown, Robert Arcand, président de Financière Harricana, et Claude Lemire, vice-président du gestionnaire Canagex.

Armstrong joue dur et multiplie les poursuites, aux États-Unis et en Ontario, contre le groupe Sommer Allibert, pour empêcher la fusion des activités de Domco et Tarkett et faire accepter son offre.

DOSSIER

Silicon Graphics est en pleine postadolescence



Marie-Andrée Amiot
SAN FRANCISCO

Dans les milieux bien branchés, le simple fait de mentionner les ordinateurs O2 ou Indigo2 de Silicon Graphics suffit pour provoquer des remous de jalousie. Les ordinateurs de Silicon Graphics Incorporated (SGI) sont en effet bien appréciés des gens d'affaires. Cette année, un peu plus que les autres, car le nom de l'entreprise est, semble-t-il, sur toutes les lèvres.

Mais un tel état de grâce peut s'amenuiser rapidement. Si Silicon Graphics a su répondre en 1997 aux besoins des grandes entreprises comme Pratt & Whitney et GM, il n'en sera peut-être pas de même l'an prochain quand IBM, Sun, Digital ou Hewlett-Packard auront trouvé LE processeur qui rendra leurs produits plus performants, plus rapides et encore plus aptes à supporter la concurrence du marché, comme elles l'ont d'ailleurs fait dans le passé. Ainsi va la merveilleuse industrie de

l'informatique qui se transforme tous les 18 mois.

Que s'est-il passé cette année pour faire de SGI un nom presque à la mode ? C'est que l'entreprise a décidé de se faire connaître. « Nous sommes en pleine ère de postadolescence, et nous voulons que tout le monde le sache » a révéilé fièrement le vice-président du marketing, Joe Dinucci la semaine dernière à un groupe de journalistes québécois invités par SGI au siège social de Mountain View dans la Silicon Valley, en Californie.

De grands efforts ont été déployés pour publiciser les ordinateurs et serveurs SGI et Cray. Des produits, pourtant, qui n'ont rien à voir avec les ordinateurs personnels roulant sous DOS, Windows ou Mac OS. Ils sont trop puissants pour la plupart des utilisateurs pour qui le traitement de texte ou les chiffres sont les seules activités. Mais ils répondent aux besoins des ingénieurs de Pratt & Whitney qui doivent simuler des imageries tridimensionnelles de moteur d'avion identiques en tous points à ceux qui se retrouveront sur l'appareil. Ou à ceux des chercheurs de l'Université de Montréal qui les utilisent pour effectuer du calcul numérique intensif. Du *number crunching* comme on dit dans le jargon.

Avant le début de la vaste opérations de relations publiques, le nom SGI était tout de même assez connu. C'est en effet presque toujours sur ces appareils que les graphistes et artistes créent les imageries informatiques de la télévision et du cinéma. Chaque fois qu'un



Le Visionarium est un vaste salon doté d'un très grand écran où clients et visiteurs peuvent admirer des créations effectuées sur des appareils de Silicon Graphics en animation virtuelle.

nouveau film d'action prend l'affiche, les artisans s'empressent de faire la démonstration des merveilles que les logiciels de Softimage, Alias Wavefront et Discreet Logic leur permettent de réaliser grâce à la puissance des appareils SGI. Des animations comme Reboot et Toy Story ou tous les dinosaures des films de Spielberg.

Mais l'animation n'est qu'une partie des activités de Silicon Graphics et ne représente que 15 % de son chiffre d'affaires.

Les processeurs MIPS et

R10000, bébé-éprouvettes nés dans d'autres laboratoires et qui ont abouti à SGI, servent à des applications encore plus complexes.

À l'Université de Montréal par exemple, on utilise toute la gamme d'appareils SGI. C'est une ressource collective qui sert autant à l'enseignement qu'à la recherche. Les produits les plus performants, dont les ordinateurs et serveurs Cray, répondent aux besoins de quelque 200 personnes qui s'en

Voir **SILICON GRAPHICS** en E 2

Nous la recommandons.



En faisant confiance à la liste de fonds communs de placement recommandés de Nesbitt Burns, vous bénéficiez du fruit de recherches exhaustives qui vous aideront à réaliser vos objectifs de placement.

Au-delà des résultats de l'année précédente, notre Groupe de recherche sur les fonds communs de placement étudie les ratios risque-rendement, effectue des visites sur place auprès des gestionnaires de portefeuille et analyse le style de chaque gestionnaire de fonds. En fait, nos conseillers en placement nous classent en tête de liste dans leur opinion générale vis-à-vis des services d'appui et de recherche sur les fonds communs de placement.*

Avant de prendre vos décisions de placement... nous vous recommandons fortement de lire la liste de fonds communs de placement recommandés de Nesbitt Burns.

Demandez votre exemplaire gratuit de notre liste de fonds communs de placement recommandés exclusive, publiée dans le dernier numéro de L'Observateur.

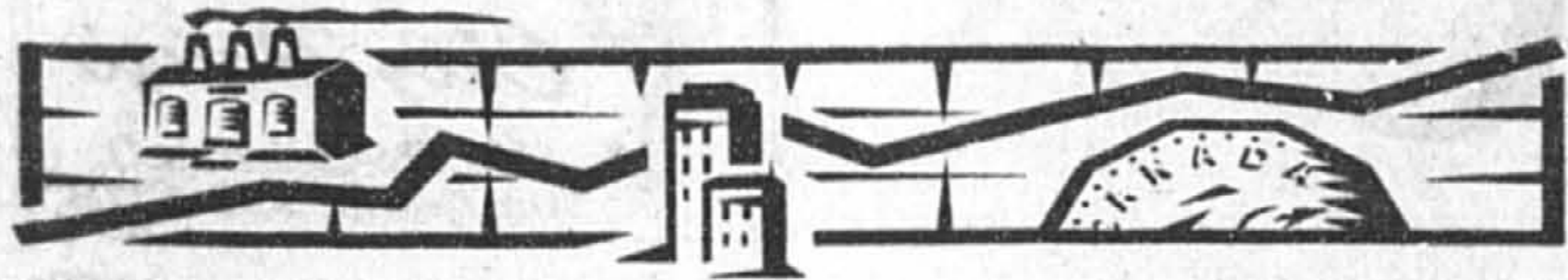
Appelez dès aujourd'hui au
1 800 575-0104

NB NESBITT BURNS

Membre du groupe de sociétés de la Banque de Montréal

* Sondage DALBAR auprès des courtiers, 1996.

ECONO-FLASHES



Eaton obtient une prolongation

■ Eaton a fait savoir à Toronto, hier, qu'elle avait obtenu de la cour une prolongation de 60 jours afin qu'elle puisse s'entendre avec ses créanciers en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. La date limite a ainsi été reportée du 15 juin au 15 août par le juge Lloyd Houlden, de la Cour de l'Ontario, qui a également prorogé la suspension de toute poursuite judiciaire contre la compagnie, du 30 juin au 12 septembre. Eaton, qui jouit de la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies depuis le 27 février, devait présenter son plan de restructuration à ses créanciers, d'ici à lundi, et devait commencer à rembourser ses dettes une fois levée la protection légale, le 30 juin. La chaîne de magasins de vente au détail doit plus de 300 millions à ses fournisseurs, bailleurs et autres créanciers. L'avocat de la compagnie, Lyndon Barnes, a expliqué qu'Eaton avait besoin de davantage de temps et ce, pour diverses raisons, principalement monétaires. « La compagnie reconnaît manifestement qu'afin de pouvoir exécuter son plan de restructuration, elle a besoin de quelque financement permanent », a-t-il déclaré lors d'une brève audience, hier en fin d'après-midi.

Expansion chez Norsk Hydro

■ Hydro Magnesium, une division de Norsk Hydro, a l'intention de procéder à une expansion à son usine de Bécancour; cette expansion fera passer la capacité nominale actuelle de l'usine de 43 000 à 86 000 tonnes métriques et ce, en deux étapes. La première étape, qui portera la capacité à 68 000 tonnes métriques, sera complétée en l'an 2000; quant à la seconde, elle suivra dès que la première sera opérationnelle. Une fois ces projets complétés, la capacité annuelle combinée des usines de Bécancour et de Porsgrunn, en Norvège, s'établira à 130 000 tonnes métriques. Des modifications aux installations actuelles amèneront notamment une réduction de la consommation énergétique et un accroissement de la production de divers secteurs de l'usine. Il est prévu que les travaux de construction débiteront au cours de 1998.

Saputo prolonge son offre sur Ault

■ Saputo prolonge au 23 juin son offre de 28 \$ par action sur toutes les actions en circulation des Aliments Ault, offre qui devait se terminer aujourd'hui. Étant donné que l'offre de Parmalat Finanziaria S.p.A. pour Ault devait être expédiée hier, soit la veille seulement de l'expiration de l'offre initiale de Saputo, celle-ci a décidé de prolonger son offre pour avoir le loisir d'examiner la note d'information de Parmalat et d'étudier les solutions de rechange qui s'offrent à elle, notamment la majoration éventuelle de la contrepartie payable aux termes de son offre. Simultanément à l'envoi postal, aujourd'hui, de l'avis de modification, Saputo demandera au conseil d'administration de Ault le droit de consulter tous les renseignements non publics concernant Ault qui ont été et qui seront fournis à Parmalat et à des tiers et lui demandera de renoncer à l'application des droits de protection à l'égard de l'offre de Saputo.

Entente entre le CP et Express Marco

■ La Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique et Express Marco, d'East Broughton, se sont entendus relativement à la vente à Express Marco des actions du Chemin de fer de Québec Central (QCR) appartenant au CP. Le 10 octobre 1996, le CP avait réussi à acquérir toutes les actions du QCR qu'elle ne possédait pas déjà. Les détails financiers de l'opération envisagée n'ont pas été révélés. L'actif du QCR comprend 476 km de voies, un immeuble à bureaux à Sherbrooke et des gares à Vallée-Jonction, à Thetford, à East Angus et à Tring-Jonction. Le CP et Express Marco prévoient conclure un contrat de vente d'ici le 15 juillet et tenteront de clore la transaction le 30 septembre.

Inco vend une division

■ Inco et Blackstone Capital Partners II Merchant Banking Fund L.P. ont annoncé conjointement hier la mise en application d'un accord définitif en vertu duquel Inco cède à une société affiliée de Blackstone l'intégralité de sa division commerciale Inco Alloys International (IAI). Blackstone, importante firme new-yorkaise de services bancaires d'investissement, détient environ 80 % de Haynes International, producteur de nickel et d'autres alliages établi à Kokomo, en Indiana. Blackstone a l'intention de regrouper les activités de Haynes et de IAI une fois la transaction conclue.

La Scotia se joint à Mondex

■ La Banque Scotia s'est jointe à Mondex Canada et elle participera à la mise en service et à la commercialisation au Canada du système de monnaie électronique Mondex. La Banque Scotia s'est unie à la Banque CIBC, à la Banque Royale, à la Banque Hongkong du Canada et à la Centrale des caisses de crédit du Canada ainsi qu'aux cinq institutions financières qui participent depuis peu à Mondex, soit la Banque de Montréal, Canada Trust, le Mouvement des caisses Desjardins, la Banque Nationale du Canada et la Banque TD. Mondex est maintenant représentée par la plupart des institutions de dépôt du Canada.

Bioniche : contrat d'approvisionnement

■ Bioniche, par l'intermédiaire de sa division Bioniche Pharma, a obtenu un contrat pour l'approvisionnement de divers produits pharmaceutiques. La valeur du marché s'élève à 1,8 million. Les livraisons prévues dans le contrat prendront fin en septembre prochain et les revenus seront réalisés au cours du premier trimestre de l'exercice 1998. La société continue d'étendre ses activités de production pharmaceutique sur les marchés intérieur et d'exportation.

Revenu Québec : délai de production

■ Le ministère du Revenu du Québec fait savoir que la date limite pour la production des déclarations de revenus des contribuables ou de leur conjoint qui déclarent des revenus d'entreprise ou de profession, qui avait été fixée au 15 juin, a été repoussée au 16 juin à minuit (le 15 étant un dimanche) et ce, sans qu'aucune pénalité ne soit imposée.

Virginia et le projet Auclair

■ Mines d'Or Virginia indiquait hier que la découverte d'une nouvelle zone aurifère sur son projet Auclair au Québec. Cette nouvelle zone confirme le potentiel exceptionnel de cette région inexplorée où Virginia a reconnu une formation de fer aurifère en tout point similaire à celle associée au gisement Musselwhite (10 millions de tonnes (at) 9,8 G/T AU) récemment mis en production par Placer Dome. Fait important, cette nouvelle structure est située à dix kilomètres de la découverte aurifère annoncée par Virginia en février dernier et qui avait recoupé 6,03 G/T AU sur trois mètres. Ces deux découvertes se retrouvent au sein de la même formation de fer qui est maintenant reconnue sur plus de 25 kilomètres.

Canada-Vie : prospectus préliminaire

■ La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie a déposé un prospectus préliminaire afin d'offrir pour la première fois au grand public des unités de la fiducie de placement immobilier Avista. Le produit de cette émission publique de titres de près de 140 millions de la société Avista servira à faire l'acquisition, auprès de la Canada-Vie, de 81 édifices consistant en sept commerces de vente au détail, dix complexes industriels et cinq immeubles de bureaux. Ces édifices renferment, au total, près de 3,8 millions de pieds carrés d'espace à louer en Ontario, en Alberta et en Nouvelle-Écosse. La valeur estimative de ces édifices se situe entre 266,2 millions et 279,6 millions.

Pierre Bellemare

La FTQ ouvre ses rangs aux travailleurs autonomes

Presse Canadienne

La FTQ a décidé d'ouvrir ses rangs aux travailleurs autonomes de tous les secteurs et de toutes les régions.

La FTQ et un syndicat affilié, le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), ont annoncé hier la mise sur pied de l'Alliance québécoise des travailleurs autonomes, qui deviendra la section locale 2000 du SCEP.

« Nous leur offrons le mouvement syndical, a déclaré le vice-président exécutif du SCEP pour le Québec, M. René Roy, en conférence de presse. Les travailleurs vont dans toutes sortes d'associations, mais en fait, ils se cherchent des services que le mouvement syndical offre. »

Le président de la FTQ, Clément Godbout, a affirmé que quelque chose d'important était en train de se passer sur le marché du travail et que le mouvement syndical était appelé à s'adapter.

Selon les dernières études disponibles, les travailleurs autonomes représentent 15 % des personnes ayant un emploi au Québec, soit environ 500 000 personnes. Ce pourcentage devrait atteindre 20 %, et peut-être même 25 % vers l'an 2000.

Entre 1990 et 1995, il s'est créé plus d'emplois autonomes que d'emplois salariés. Actuellement, 55 % des nouveaux travailleurs sont des travailleurs autonomes.

M. Roy a rappelé qu'au cours des années 80, les syndicats regardaient les travailleurs autonomes d'un oeil suspect. Mais depuis le début des années 90, ils constatent qu'il s'agit bien plus qu'un phénomène passager.

« Si nous ne pensons qu'aux soudeurs et aux mineurs, le mouvement syndical sera en perte de vitesse rapidement », a commenté M. Godbout.

Le président de la FTQ a fait va-

loir que les conditions de travail de la plupart des travailleurs autonomes étaient fort précaires.

Le président de la nouvelle alliance, M. Mario Bureau, a insisté sur l'importance d'adapter les lois sociales, les lois du travail et la fiscalité à la situation des travailleurs autonomes.

La FTQ et le SCEP offriront plusieurs services aux travailleurs autonomes, comme un régime d'assurance collective, des services juridiques à des tarifs préférentiels et des consultations comptables et fiscales à des honoraires abordables.

M. Roy a affirmé que les travailleurs autonomes qui se joindront à l'alliance pourront économiser jusqu'à 1500 \$ par année en assurance collective et en assurance-médicaments. La cotisation à payer ne sera pas établie avant plusieurs mois, mais elle pourrait tourner autour de 25 \$ à 50 \$ par mois.

Montréal, hôte d'un séminaire international sur l'hydroélectricité

LISA BINSSE

Montréal sera l'hôte d'un important séminaire international sur l'hydroélectricité qui réunira, du 25 au 29 juin, les représentants de l'industrie québécoise et les représentants gouvernementaux et industriels d'une quinzaine de pays de l'Amérique latine, un marché évalué à plus de 10 milliards de dollars US par année.

Ce séminaire sur le développement et le financement de projets hydroélectriques en Amérique latine et dans les Antilles est organisé par le gouvernement du Québec et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), qui regroupe 26 pays de cette région. L'idée a germé à l'automne en marge d'une volumineuse étude de l'École Polytechnique sur l'industrie de l'électricité.

M. Michel Clair, président d'Hydro-Québec International et président du comité organisateur du séminaire, a expliqué que l'événement permettra une prise de contact, un rapprochement entre le Québec et les représentants de ces pays ainsi qu'un partage des expertises. Le tout vise à promouvoir les occasions d'affaires dans le domaine de l'hydroélectricité. C'est d'autant plus important dans une perspective d'intégration économique des Amériques qui touchera le domaine énergétique en tout premier lieu.

La croissance de la demande d'énergie en Amérique du Sud est très importante et atteindra, entre 1995 et 2010, 120 000 mégawatts (mw). L'hydroélectricité comblera presque la moitié de cette croissance avec 58 000 mw. Cela représente un potentiel de nouveaux

investissements de 52 milliards de dollars US sur 15 ans. D'où l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'industrie québécoise pour cette région du monde. Le gaz naturel accapara 37 000 mw ou 23 milliards de dollars US.

« L'Amérique du Sud représente un grand potentiel naturel pour le Québec », a-t-il dit en conférence de presse. L'Amérique du Sud fait figure de quasi leader dans l'ouverture des marchés et la privatisation « ordonnée » des ressources de production et des réseaux de distribution et représente des occasions d'affaires intéressantes pour l'industrie québécoise.

Hydro a récemment voulu profiter de cette restructuration en Colombie. La société et la Caisse de dépôt et placement du Québec voulaient faire une offre pour prendre le bloc de contrôle de la société électrique Empresa de Energía del Pacífico. En l'absence de deux autres partenaires qui se sont retirés du projet, le gouvernement, qui attend d'Hydro un dividende de 357 millions de dollars au début de 1998, a jugé la chose trop risquée.

Pendant le séminaire de trois jours qui réunira environ 200 personnes venant de 16 pays (ministres, chefs d'entreprises publiques et privés, représentants de la Banque mondiale et autres), les trois grands thèmes seront : les réalisations québécoises et les projets de développements en Amérique latine, l'hydroélectricité et le développement durable, le partenariat et le financement des projets en Amérique latine. Les délégués pourront aussi visiter différentes installations d'Hydro dont la Baie-James et Sainte-Marguerite.

Silicon Graphics est en pleine postadolescence

SILICON GRAPHICS / Suite de la page E 1

servent pour des besoins spécifiques en génie bio-médical, en mathématiques, en chimie, en physique ou en sciences économiques.

Les autres serveurs et postes de travail sont accessibles à 10 000 utilisateurs actifs pour des besoins plus génériques tels la gestion de bases de données.

Mais les appareils SGI, comme tous les autres du même calibre, ne sont pas donnés. Bien que SGI ait remporté deux fois les appels d'offres soumis par l'université, des ordinateurs IBM, Apple et Hewlett-Packard sont utilisés par la plupart du personnel. Il en coûte entre 3 et 4 millions par année à l'U. de M. pour assurer la pérennité de son parc informatique. Des sommes considérables durant ces temps de restrictions budgétaires. « Nous n'avons pas le choix, explique Jean-François Grégoire, directeur-général de la direction des infrastructures technologiques d'enseignement et de recherche. Tout bouge très vite dans ce milieu. Si nous voulons garder les meilleurs chercheurs et en former de nouveaux qui se démarqueront, nous devons leur offrir les outils les plus performants qui soient. »

Même son de cloche chez Pratt et Whitney. L'entreprise consacre 1,5 million chaque année et loue ses appareils de Silicon Graphics pour des périodes de 30 mois. On y trouve des serveurs haute performance Origin 2000 et des postes de travail Indigo 2000. Ce sont des appareils qui peuvent faire rouler le logiciel français Catia qui coûte lui-même 5 millions par année en licences d'exploitation. « Chaque mois, on renouvelle une certaine quantité d'ordinateurs dans notre parc, histoire d'assurer une performance graphique supérieure, affirme Charles Melançon, ingénieur principal en méthodes numériques. La concurrence est féroce dans le domaine de l'ingénierie aéronautique et on doit viser une production toujours plus rapide. »

Silicon Graphics a visiblement écouté ses clients et cela lui a bien servi. Durant la rencontre organisée par SGI, La Presse a pu constater l'ampleur des activités de Mountain View où se trouve le siège so-

cial de Silicon Graphics. Le lieu, que les habitants appellent le campus, comprend pas moins de 33 édifices. Des immeubles des plus modernes et des plus fonctionnels de la région de la vallée équipés de gymnases, de courts de tennis et de cafétérias qui rivalisent avec les meilleurs restaurants. Environ 11 500 personnes travaillent chez SGI dont 5000 à Mountain View et 120 au Canada. Un centre visité à Mountain View, SiliconWorks, vient d'être inauguré à Boucherville pour permettre aux fabricants d'effectuer des tests sur leurs produits en utilisant des appareils SGI ou tout autre et qui permet à clients et visiteurs de trouver la meilleure solution possible. C'est le septième du genre au monde et le premier au Canada.

Silicon Graphics se targue d'être l'entreprise qui offre la plus vaste gamme de systèmes informatiques

de l'industrie avec des produits dont le prix varie de 9000 \$ à 45 millions.

Tout est mis à contribution pour fournir des appareils performants et concurrentiels : une mise en marché dynamique, des contrôles de qualité serrés, des appareils haut de gamme qui, dès qu'ils deviennent désuets, 18 à 24 mois après leur mise en marché, se retrouvent au service de congénères moins étoffés et qui pourront à leur tour servir d'autres clients. C'est une façon de travailler qui sert tout le monde.

En achetant Cray Research l'an dernier, l'entreprise qui produisait des serveurs haut de gamme, Silicon Graphics a pris le virage des clients qui en demandent plus. Saura-t-elle continuer à les satisfaire ?

La Presse était l'invitée de Silicon Graphics.



Redonnez vie

avec un vieux véhicule - auto, moto, camion, motoneige, ou même autobus - qui ne marche plus.

Donnez-le à la Fondation canadienne du rein. Remorquage gratuit, reçu d'impôt. Vous permettez ainsi à des gens de redémarrer dans la vie. Appelez sans frais au numéro

AUTO-REIN:
1 888 2AUTO-REIN
1 888 228-8673

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN
Les dons en argent sont aussi bienvenus.



Affaires 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
A QUI LA CHANCE
Publité 850 \$ Mt-Laval
Inf. M. Beaulieu 342-5668

COMMERCE (clic en main). Depuis 12 ans au Canada (candidat) avec leadership. Formation et soutien fournis. Capital requis 100 000\$. 278-3206/jour. 17h-892-4286

DISTRIBUTEUR-GROSSISTE demandé, établi pour vendre des biscuits. Appelez la manufacture "Le Cookie Company". 613-933-6734 demandez pour Dave.

MERCIER, métro l'Assomption, idéal pour professionnels. condo style loft avec 2 bureaux privé, 1275 pi car, niveau r-de-ch, avec spa, pour rangement, grande vitrine, stat., face à un parc, entièrement rénové en 1989, 79 000 \$ neg. Flomina Cloutier. Agent immobilier affilié. La Capitale 353-9942

TABAGIES dans centres achats majeurs haut volume. SVP, appelez 514 737-3863.



800 Avis

AVIS PUBLIC
L'Association des Propriétaires du Québec porte à l'attention du public, qu'à titre d'agent de renseignements personnels, elle recueille et détient des données de nature personnelle ou financière sur des individus. Elle communique à ses clients des rapports de crédit au sujet du caractère, de la réputation et de la solvabilité de ces individus.

A la présentation d'un document justifiant de votre identité, il vous est possible de savoir si nous détenons un dossier sur vous et, le cas échéant, de le consulter gratuitement dans nos bureaux. La consultation de votre dossier peut également se faire par demande écrite ou téléphonique. Des frais raisonnables peuvent être exigés pour la transcription, la reproduction ou la transmission des renseignements qui y sont contenus.

Il vous est aussi possible, par demande écrite, de faire corriger dans votre dossier des renseignements inexacts, incomplets ou équivoques ou de les faire supprimer à votre demande de consultation ou de rectification doit être adressée à :

L'Association des propriétaires du Québec
50 Place Crémazie O., bureau 520
Montréal, Québec, H2P 2T2
Tel.: (514) 382-9670

950 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la corporation L'ASSOCIATION CANADIENNE DE CREDIT DE L'INDUSTRIE L'ALIMENTATION A.D.C.A.A.D.C.A. FOOD INDUSTRY CREDIT ASSOCIATION OF CANADA demandera au ministre de la Consommation et des Corporations la permission de se dissoudre. A Montréal, ce 21ème jour d'avril 1997. Denise Vinette, Présidente

PRENEZ avis que Luisa Minardi, en sa qualité de mère, domiciliée au 6290, Belherbe, St-Léonard, présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de Kailey Minardi-Diogo en celui de Kailey (Minardi) Diogo. St-Léonard, le 18 février 1997. Luisa Minardi.

Le scandale du Complexe FTQ

«C'est épouvantable comme le gouvernement s'est fait avoir par la FTQ. Vous devriez voir ça: des locaux à moitié vides, payés deux fois trop cher, et tout ça alors qu'on n'arrête pas d'exiger de nouveaux sacrifices des employés de l'État!»

Cet appel d'une fonctionnaire, je l'ai reçu il y a deux mois dans ma boîte vocale. Elle faisait allusion à une affaire qui fait beaucoup jaser ces temps-ci.

Si vous empruntez l'autoroute Métropolitaine, vous ne pouvez manquer, à peu près à la hauteur de la sortie Christophe-Colomb, l'impressionnant édifice à bureaux qui abrite les locaux de la FTQ. Tous ceux qui sont le moins branchés sur le marché montréalais de l'immobilier commercial savent que le gouvernement québécois a loué une partie importante de l'immeuble, à des conditions qui frisent le scandale.

Dès mars 1996, mon collègue Denis Lessard écrivait que, dans les dernières années du gouvernement Bourassa, entre 1990 et 1994, de nombreux contrats de location suspects avaient été conclus entre la Société immobilière du Québec, l'organisme chargé de gérer les besoins immobiliers du gouvernement, et divers propriétaires d'immeubles à bureaux.

À la même époque, le nouveau président de la SIQ, Jean-Paul Vézina, demandait au vérificateur général (une chance qu'il est là, lui!) de mener une enquête sur ces contrats. Il y avait de quoi: l'enquête, dont les résultats ont été publiés il y a six semaines, fera état d'un gaspillage de fonds publics atteignant les 70 millions.

Dans son rapport annuel, déposé la semaine

dernière, le vérificateur revient sur le sujet en reprenant, en annexe, tous les détails de l'affaire.

L'entente qui lie le gouvernement et la FTQ est particulièrement juste. Les constatations du vérificateur dans ce dossier ne prennent que trois pages, dans un rapport qui en compte près de 300. Mais ce court passage a de quoi faire dresser les cheveux sur la tête. Voyons plutôt.

C'est au début des années 90 que la FTQ décide de construire un nouvel édifice qui abriterait ses bureaux. Le projet est ambitieux: on parle d'un immeuble ultra-moderne, dont le coût de construction atteint les 50 millions. Le financement est assuré principalement par la Standard Life (plus de 30 millions), mais aussi par le Fonds de solidarité de la FTQ, et différentes instances syndicales. On prévoit l'étaler sur 25 ans.

Avant le début des travaux, la FTQ signe avec le gouvernement du Québec (par l'intermédiaire de la SIQ), un contrat de location de 30 ans. Le bail, signé en 1993, porte sur l'occupation d'une superficie de près de 11 000 mètres carrés, ce qui représente près de 40 % de la superficie totale de l'immeuble, moyennant un loyer annuel de 292 \$ le mètre carré. Le gouvernement s'engage ainsi à payer à la FTQ un loyer annuel de 3,4 millions pendant 30 ans, une facture totale qui dépassera les 100 millions. Autrement dit, la FTQ fait payer son hypothèque par les fonds publics.



Claude Picher

locaux; jusqu'à tout récemment, quelque 5000 mètres carrés d'espace à bureaux gouvernementaux sont ainsi demeurés vacants, entraînant un manque à gagner de 3,6 millions.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement est tout juste parvenu à occuper la moitié des locaux loués de la FTQ. Le taux d'occupation moyen, entre l'entrée en vigueur du bail et décembre 1996, s'établit à 43 %.

Quant au loyer de 292 \$ le mètre carré, il excède largement le prix du marché. Le vérificateur estime que juste pour cela, le gouvernement paie, au bas mot, 426 000 \$ de trop par année.

Le bouquet, c'est que le contrat prévoit une clause de rétrocession en faveur du propriétaire. Cela signifie que la FTQ peut, avant l'expiration du bail, reprendre possession des lieux. Dans l'éventualité où les prix monteraient d'ici trente ans, la FTQ pourrait ainsi montrer la porte à son locataire, pour louer ses locaux à des prix plus avantageux. Le gouvernement aura ainsi payé beaucoup trop cher pendant que les prix étaient bas, et

sera obligé de se trouver d'autres locaux si les prix montent, à moins qu'il n'accepte de payer plus cher pour demeurer au même endroit.

Pour couronner le tout, Miville Vachon, le président de la SIQ, à l'époque, se trouvait en situation de conflit d'intérêts dans ce dossier. Le vérificateur a en effet trouvé qu'il était administrateur d'une société dont 45 % du capital-actions appartenait au Fonds de la FTQ. Le vérificateur ne le dit pas, mais M. Vachon, et deux de ses vice-présidents, étaient très proches du Parti libéral du Québec.

Le gouvernement n'avait pas besoin de ces locaux, il les a quand même loués à prix fort, ils demeurent à moitié vides, et on a consenti une clause de rétrocession à l'avantage de la FTQ. Telle est, en gros, l'étendue de la catastrophe, dont les contribuables doivent maintenant assumer la facture.

Le rôle du vérificateur s'arrête là.

Comme contribuables, on a certainement le droit de se poser une question: pourquoi un tel gâchis? Certains diront que l'ordre est venu directement du «bunker» de Robert Bourassa, qui, dans ses dernières années au pouvoir, semblait obsédé par le maintien de la «paix sociale». Un tel cadeau, à la FTQ, c'était une façon d'acheter la tranquillité syndicale pendant un bon bout de temps. Évidemment que la seule évocation de ce scénario suscite les hauts cris de la haute direction de la FTQ. Mais, faute de meilleure explication, allez-y donc voir...

DIVIDENDES

Avis est donné par les présentes que les dividendes suivants ont été déclarés.

ÉMETTEUR	ÉMISSION	CLÔT. DES REG.	PAIEMENT	TAUX
Four Seasons Hotels Inc.	Avec dr. vote mult., var.	30 juin	15 juillet	0,0275 \$
Four Seasons Hotels Inc.	Avec dr. vote lim.	30 juin	15 juillet	0,055 \$
Mitel S. C. C.	Priv., conv., rach., à div. cum., 2,00 \$, R&D 1983	13 juin	30 juin	0,50 \$

Montréal Trust S



DES AUBAINES EXCEPTIONNELLES SUR DES VOITURES EXCEPTIONNELLES

Comme nous vendons déjà les meilleures voitures du monde, il ne vous reste plus qu'à choisir entre la location, le financement ou l'achat.

LOCATION DE VOITURES D'OCCASION ET DE DÉMONSTRATION

MODÈLE	ACHAT	LOCATION
BMW 328iA 1997 No de stock 17140 Automatique, argent, groupe hivernal, CD	43 600 \$	510,73 \$* / mois Taxes en sus
BMW 320iA 1995 No de stock P1230 Vert métal / beige, Balance de garantie	29 500 \$	421,86 \$* / mois Taxes en sus
BMW 540i 1995 No de stock P1287 Blanc / noir, 6 vit. complètement équipée. Bas millage	45 000 \$	540,25 \$* / mois Taxes en sus
BMW 325 conv. 1995 No de stock P1289 5 vit. noir / noir. L'été s'en vient	44 500 \$	625 \$* / mois Taxes en sus
BMW 325iS 1995 No de stock P1219 Argent / cuir beige, automatique, ASC+T	34 500 \$	450,09 \$ / mois Taxes en sus
BMW 320i 1994 No de stock P1259-A Vert foncé / argent, toit soleil, balance de garantie	26 500 \$	380,51 \$* / mois Taxes en sus

* Tous ces tarifs s'entendent pour un bail de 36 mois. Bas kilométrage. Pour la location, un acompte de 15 % ou un échange équivalent est exigé. Immatriculation et taxes exigibles en sus. Sous réserve d'approbation de crédit.

	ACHAT
BMW 325iA décapotable 1992 Ed. Spéciale, pièce de collection	27 500 \$ Taxes en sus
BMW 740iA 1993 Automatique, bleu royal / cuir beige. Pièce de collection	33 500 \$ Taxes en sus
BMW 528iA 1988 Noir / cuir noir	8 995 \$ Taxes en sus

Nous avons une vaste sélection de voitures d'occasion BMW disponibles pour location ou pour achat. Contactez un de nos représentants

731-7871

Canbec

4090 Jean-Talon ouest, Montréal

Lilly



Jean-Michel Carpentier

M. Normand Comtois, Directeur des Opérations de l'Est du Canada pour Eli Lilly Canada, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Jean-Michel Carpentier à titre de chef des relations publiques et des affaires professionnelles pour le Québec. M. Carpentier sera responsable de coordonner les activités de relations publiques ainsi que de développer les liens avec les regroupements sociaux liés à la santé et les associations professionnelles du Québec.

Jean-Michel Carpentier s'est joint à Eli Lilly Canada en 1988 et a occupé depuis diverses fonctions à Montréal et Toronto tant en marketing qu'en gestion des ventes.

Eli Lilly Canada est une organisation vouée à la découverte, au développement et à la commercialisation de médicaments à l'intention des Canadiens. Le bureau d'affaires du Québec de Eli Lilly Canada est situé à Brossard, Québec.

ARGENT DISPONIBLE

Finance Rapide Cie. Ltée

- Problèmes de liquidités?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

Bell Canada

Avis de nomination



Jeannine Guillevin Wood
Conseil d'administration

Le conseil d'administration de Bell Canada annonçait dernièrement la nomination de Madame Jeannine Guillevin Wood à son conseil d'administration.

Madame Guillevin Wood de Montréal (Québec) est présidente du Conseil de Guillevin International Inc. Elle est aussi administratrice de BCE Inc., de la Banque Laurentienne du Canada et de Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie.



Canadien Pacifique Limitée

AVIS DE DIVIDENDE

À une réunion du conseil d'administration tenue aujourd'hui, un dividende de douze cents (12c) CAN par action sur les actions ordinaires en circulation, a été déclaré. Il est payable le 28 juillet 1997 aux détenteurs inscrits à la fermeture des registres le 27 juin 1997.

Par ordre du conseil,

Le Vice-président, Contentieux et secrétaire général
D.W. Flicker

Montréal, Québec, le 9 juin 1997.

ATTENTION À TOUS LES UTILISATEURS DU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE VANTAGE

Cimtel peut répondre aux besoins de votre système actuel, même si votre compagnie de téléphone ne le peut plus!

Lucent Technologies
Bell Labs Innovations
AVEC ENSEMBLE UNE COMPAGNIE DE AT&T
Marque du commerce de Northern Telecom Distributeur autorisé
N'attendez pas et appelez Cimtel
481-0151 pour tout SERVICE et SUPPORT
Au même numéro de téléphone depuis plus de 35 ans!

OCCASION D'INVESTISSEMENT À MONTRÉAL



Place Clément Ader

- Mise de fonds possible de 15 % seulement
- 10 immeubles: 4 x 14 unités et 6 x 21 unités, soit 182 unités au total
- 50 unités-1 c.c., 84 unités-2 c.c. et 48 unités-3 c.c.
- Ossature de bois et revêtement de briques
- Stationnements extérieurs et intérieurs
- Renovations majeures en 1995; toutes les portes extérieures, fenêtres, allèges, balcons, espaces communs et plus de 100 unités
- Revenu brut potentiel: 1 011 000 \$

Prix demandé: 4 750 000 \$

Veuillez communiquer avec votre agent immobilier, membre de la Chambre immobilière du Grand Montréal, n° MLS: P97001872.

SCHL CMHC
Question habitation, complex sur nous

La SCHL collabore avec tous les paliers du gouvernement, l'industrie et la société afin d'aider les Canadiens à se loger.

Canada

OPTUS NATURAL GAS DISTRIBUTION INCOME FUND

AVIS DE PAIEMENT DES UNITÉS FIDUCIAIRES DE OPTUS NATURAL GAS DISTRIBUTION INCOME FUND

Selon les termes de l'accord sur les récépissés de versements et de promesse en date du 30 juillet, 1996 ("l'accord sur les récépissés") entre Optus Natural Gas Distribution Income Fund (le "fond"), les actionnaires déterminés à cet égard, la compagnie R-M Trust (le "fiduciaire") et la société Montréal Trust du Canada, ("l'agent de garantie") le versement libératoire de 4 \$ canadiens par unité du nombre de parts du fond de revenu ("unités") est dû à ou avant 5:00 p.m. (heure locale) le 30 juillet, 1997. Le montant total du versement libératoire doit être envoyé ou livré au fiduciaire à l'adresse indiquée ci-dessous avec les récépissés de versements de façon à ce que le fiduciaire les reçoivent à temps.

L'inobservation par un actionnaire inscrit de payer au fiduciaire le montant total du versement libératoire sur les unités qui sont représentées par son récépissé de versements tel qu'entendu dans l'accord sur la promesse et les récépissés de versements, à ou avant 5:00 p.m. (heure locale) le 30 juillet, 1997 peut avoir comme résultat que les dites unités soient acquises par le fond comme dédommagement envers les obligations de l'actionnaire inscrit envers les dites unités, ou soient vendues par le fiduciaire. Dans le cas de vente, l'actionnaire inscrit sera responsable de sa part du coût de vente (maximum 1 \$ part unité) et sera tenu responsable pour toute insuffisance selon et à la mesure stipulée dans l'accord sur les récépissés de versements.

Le versement peut être effectué par chèque certifié, chèque bancaire ou par mandat poste, remboursable au pair dans le Canada en dollars canadiens, à l'ordre de la compagnie R-M Trust à l'adresse indiquée ci-dessous.

Voici l'adresse de la compagnie R-M Trust à laquelle le versement peut être effectué:

La compagnie R-M Trust
600 Dome Tower
333 - 7^e Avenue S.O.
Calgary, Alberta
T2P 2Z1

RENSEIGNEMENTS: 1-800-387-0825

Vous partez en vacances?

Communiquez avec le service à la clientèle de **La Presse** pour interrompre la livraison à votre domicile durant vos vacances. Nous reprendrons le service dès votre retour!

La Presse

Montréal: 285-6911
Extérieur de Montréal (sans frais):
Indicatif (514): 1 800 361-8202
Indicatifs (418), (613) et (819): 1 800 361-7453
Télécopieur: (514) 285-7039

Le conseil de Louvem recommande d'accepter l'offre de Mines Richmond

RICHARD DUPAUL

À la suite de certaines évaluations indépendantes, le conseil d'administration de Louvem recommande aux actionnaires d'accepter l'offre d'achat de Mines Richmond, même si cette proposition suscite plusieurs critiques.

Richmont, qui détient déjà 36 % des actions ordinaires de Louvem, a lancé le 4 juin une offre d'achat à raison d'une de ses propres actions pour chaque 11,5 actions de Louvem. Les porteurs de lots irréguliers d'actions, avec 1149 actions ou moins, peuvent recevoir un prix unitaire de 46 cents au comptant.

La proposition, qui expire le 27 juin à 16 h 30, est conditionnelle au dépôt d'au moins 90 % des actions de Louvem, autres que le bloc de 36 % détenu par Richmont.

La recommandation du conseil d'administration de Louvem est fondée sur trois évaluations indépendantes, affirme la compagnie dans un communiqué émis hier. L'une de ces évaluations a été réalisée par Samson Bélair Deloitte & Touche qui conclut que la juste parité d'échange, en date du 31 mars, se situait dans une fourchette de 11,15 à 12,45 actions de Louvem pour chaque action de Richmont.

De plus, dans des avis séparés datés du 10 juin, la firme de courtage Capital Midland Walwyn et un comité indépendant du conseil d'administration concluent que la proposition de Richmont est « équitable » d'un point de vue financier.

L'affaire n'est pas encore dans le sac pour Richmont cependant. Lors d'une assemblée houleuse, il y a quelques jours, le président de

Louvem, M. Jean-Guy Rivard, également président de Richmont, a fait face à un barrage de questions et de critiques de la part de plusieurs actionnaires mécontents de l'offre qui leur est faite.

Certains ont mis en doute l'objectivité du conseil d'administration de Louvem, dont certains membres se retrouvent aussi sur le conseil de Richmont. Des actionnaires soutiennent que l'action de Louvem vaut au moins 1,25 \$ compte tenu du potentiel de la mine Beaufort et des autres propriétés de la société.

Un actionnaire, M. Raymond Jemus, qui prétend représenter des actionnaires détenant 1,1 million d'actions, ou environ 6,5 % des voix, a déclaré qu'il allait rejeter l'offre de Richmont.

Corel essuie une perte de 113 millions

La Presse

La firme de logiciels Corel, d'Ottawa, inscrira une perte extraordinaire de 113,7 millions aux résultats de son deuxième trimestre, qui seront publiés le 23 juin prochain.

Cette perte, dont les analystes boursiers disent avoir été avertis récemment, est attribuée à la radiation d'actif relatif à des acquisitions précédentes.

La majeure partie de la somme annoncée, soit 106,9 des 113,7 millions, concerne ainsi l'acquisition de WordPerfect. Avec le lancement d'une nouvelle version *WordPerfect Suite 8*, pour laquelle Corel est en pleine tournée nord-américaine, la valeur résiduelle de cet actif devait être réduite au bilan, selon les dirigeants de l'entreprise.

En bourse, où l'action de Corel est à son niveau le plus bas depuis quatre ans (8,25 \$), la réaction au montant de la perte extraordinaire a d'ailleurs été timide.

Selon un analyste torontois, le cours déprimé de l'action de Corel reflète davantage la perception « qu'elle a perdu la guerre avec la suite *Office 97* de Microsoft. Le plus important maintenant pour Corel, c'est de préserver la base de clients de sa suite *WordPerfect*. »

Cristobal : un million pour explorer au Pérou

La Presse

Ressources Cristobal dépensera environ un million en travaux d'exploration en 1997 sur ses propriétés au Pérou. De plus, la compagnie prévoit réaliser un financement de deux millions cet automne pour mener à bien son programme d'exploration.

Cependant, la société pourrait solliciter encore plus de capitaux auprès des investisseurs compte tenu des nombreux projets à l'étude actuellement, a déclaré hier le président de Cristobal, M. Yves Morissette, lors de l'assemblée annuelle.

Le PDG reconnaît que le contexte actuel se prête mal à un financement après l'affaire Bre-X, mais il reste confiant de trouver les fonds nécessaires. « Il y a toujours de l'intérêt pour de bons projets dans des pays reconnus dans le monde minier, comme le Pérou », dit-il.

Cristobal détient une quarantaine de propriétés, d'une superficie totalisant près de 375 kilomètres carrés, au Pérou. Cela inclut six propriétés, de 4800 hectares, que la compagnie vient d'acquérir dans le département de Cajamarca, dans le nord du pays.

Canadair obtiendra-t-il le contrat de American Airlines ?

Presse Canadienne

Bombardier Aéronautique saura au cours des prochains jours si elle obtiendra ou non un important contrat relativement à la vente d'appareils Regional Jet, de sa filiale Canadair, à American Airlines.

Les équipes de commercialisation de la compagnie montréalaise et de sa rivale brésilienne, Embraer, tentent de mettre la main sur ce contrat de 1,3 milliard \$ US. D'ultimes négociations à cet effet ont actuellement lieu au siège social d'AMR Corp., société mère d'American Airlines.

Pierre Lortie, président de la division des appareils régionaux chez Bombardier, a indiqué hier qu'AMR avait déjà procédé à une comparaison de chacun des appareils à réaction — pouvant accueillir 50 passagers — proposés par les deux concurrentes. Les négociateurs en sont donc à l'étape cruciale des chiffres.

M. Lortie a laissé entendre que la perte de cet important contrat ne constituerait pas un désastre pour Bombardier, dont le carnet de commandes est chargé.

« Bien sûr, nous préférierions obtenir la commande d'AMR plutôt que le contraire, d'un seul point de vue du volume, (mais) ce doit être logique d'un point de vue financier », a-t-il dit. « Si pour quelque raison que ce soit l'entente ne nous semble pas logique, nous nous retirerions », a ajouté le dirigeant.

AMR a l'intention d'acquérir 67 jets régionaux, d'ici à l'an 2001.

TAUX D'INTÉRÊT

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES									
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
B. HongKong du Canada	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.50	5.00	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
B. Nationale du Canada	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
B. République Nat. de N.Y.	50.000	2.30	2.40	2.45	2.45	50.000	3.20	3.95	4.50	4.95	5.10	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banque Comm. Italienne	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	3.50	4.40	4.90	5.10	5.60	—	5.75	5.05	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque Laurentienne	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque Nationale de Grèce	5.000	2.25	2.25	2.38	2.63	1.000	3.25	4.00	4.50	4.75	5.50	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque Royale	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	500	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque Scotia	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	500	3.00	3.75	4.25	4.50	5.00	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque Toronto Dominion	5.000	2.00	2.13	2.13	2.13	1.000	3.00	3.75	4.35	4.60	5.00	4.75	—	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Banque de Montréal	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	5.00	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Fédé des Caisses de Mt	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
CIBC	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.50	5.00	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
FIDUCIES																				
Canada Trust	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	3.00	3.75	4.35	4.60	5.00	4.75	5.65	5.15	—	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Fiducie Cdn. Italienne	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	3.25	3.75	4.37	4.75	5.00	—	5.75	5.15	6.05	5.35	6.20	6.75	7.00	7.30
Fiducie Desjardins	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Fiducie SunLife	25.000	2.63	2.63	2.63	3.00	1.000	3.75	4.50	5.13	5.50	5.75	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.79	7.05	7.35
Groupe Investors	0	—	—	—	—	1.000	3.00	3.75	4.25	4.50	4.88	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Groupe La Mutuelle	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
La Maritime	0	—	—	—	—	5.000	2.75	3.38	4.13	4.50	5.00	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London Life	1.000	—	—	—	—	1.000	2.75	3.75	4.25	4.50	5.25	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Hongkong Bank Trust	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.50	5.00	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Montreal Trust	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	500	3.00	3.75	4.25	4.50	5.00	4.75	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Trust Général	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Trust Bonaventure	5.000	2.25	2.25	2.25	2.25	1.000	3.38	4.13	4.63	5.13	5.50	—	—	—	—	5.40	6.25	6.75	7.00	7.35
Trust Capital	5.000	2.60	2.65	2.65	2.75	5.000	3.75	4.50	5.00	5.50	5.80	—	6.35	—	6.35	5.55	6.40	6.95	7.45	7.75
Trust National	1.000	2.00	2.13	2.13	2.25	500	3.00	3.75	4.35	4.60	5.00	—	5.65	5.15	6.05	5.35	6.25	6.80	7.05	7.30
Trust Royal	5.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	5.75	5.15	6.05	5.40	6.25	6.80	7.05	7.35
Trust La Laurentienne	3.000	2.00	2.13	2.13	2.25	1.000	2.75	3.75	4.25	4.45	4.85	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex qui les ont transmis à La Presse hier à 17h.

Les lecteurs peuvent en tout temps consulter les taux de Cannex sur internet à l'adresse suivante [HTTP://WWW.CANNEX.COM](http://www.cannex.com)

Les abréviations suivantes sont: 'j.' = jour, 'Min.' = placement minimum, 'm.' = mois, 'o.' = hypothèque ouverte, 'f.' = hypothèque fermée, 'r.' = dépôts rachetables.

AVIS
AUX PETITES ENTREPRISES
QUI EN ONT ASSEZ DE JOUER
DANS LE «TRAFIC»

VOICI
UNE FORMULE 1
POUR PRENDRE
LES DEVANTS

LE PROGRAMME MAXI-SERVICE^{MD} POUR PETITES ENTREPRISES

UNE MARGE DE CRÉDIT NON GARANTIE DE 50 000 \$*

Carte de GA/débit et carte MasterCard^{MD} au nom de votre entreprise

- Compte de chèques d'entreprise portant intérêt • Privilège de découvert allant jusqu'à 500 \$
- Accessible 24 heures sur 24 par téléphone, par ordinateur personnel et par guichet automatique
- Frais mensuels modiques de 12 \$



Banque de Montréal

* Certaines conditions s'appliquent.

MD Marque déposée de la Banque de Montréal. MD* La Banque de Montréal est un usager sous licence de la marque déposée de MasterCard International Inc.

L'Exaltée, première bière de type alt au Québec

Cette bière est produite par la Brasserie aux 4 Temps

JACQUES BENOIT

Née l'année dernière au cours de la deuxième vague des microbrasseries, la Brasserie aux 4 Temps a lancé hier son cinquième produit, l'Exaltée, qui est la première bière de type alt à voir le jour au Québec.

« C'est un bel exemple d'alt, expliquait à cette occasion M. Nick Hamilton, conseiller en vin et en bière, et fondateur du club les Conseillers du vin. Elle est peu houblonnée au nez, mais elle a une très bonne amertume. »

Créée dans la région de Düsseldorf, en Allemagne, cette sorte de bière, de couleur rousse, est fermentée comme une ale (à fermentation haute), mais sa maturation se fait comme pour une lager, à basse température, ajoute-t-il.

Installée à Saint-Hyacinthe, la Brasserie aux 4 Temps commercia-

lise ses bières en fûts uniquement, ce qui est unique au Québec, mais compte les vendre aussi en bouteilles à partir du printemps 98, a indiqué son vice-président, ventes et marketing, M. Mario Moreau.

Sa capacité est de 30 000 hectolitres (soit trois millions de litres) par an, l'entreprise s'attendant à en produire cette année environ 4000 hectolitres, ce qui situerait son chiffre d'affaires à 750 000 \$, à son dire.

Elle compte quelque 200 clients (bars, restaurants, etc.), répartis dans une vingtaine de villes du Québec.

Toutes ses bières portent des noms curieux. Vint d'abord la *Stouque*, que suivirent la *Gargouille*, blonde et rousse, puis la *Chope*, et maintenant l'Exaltée.

La Brasserie aux 4 Temps, qui a un effectif de dix personnes, appartient à hauteur de 80 % à son vice-président et à son brasseur et président, René Buteau, la portion restante étant la propriété de la SPEQ 4 Temps.

NOMINATION



Marcel Roy, CIP, CA

Monsieur Pierre C. MacKay, FCA, associé principal du bureau de Montréal de Price Waterhouse, est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Marcel Roy, CIP, CA, à titre de premier vice-président au Service de redressement et insolvabilité du cabinet.

Détenteur d'une licence de syndic, Monsieur Roy exerçait jusqu'à tout récemment les fonctions d'associé au sein du groupe de redressement et insolvabilité d'un grand cabinet d'experts-comptables. Au cours des années, il a conduit de nombreuses missions auprès d'entreprises en difficultés financières, tant des PME que des grandes entreprises. Monsieur Roy fut également président de l'Association québécoise des professionnels de l'insolvabilité.

Depuis près de 150 ans, Price Waterhouse fournit aide, conseils et soutien technique aux entreprises. Aujourd'hui, Price Waterhouse est présent autour du globe, assurant des services de gestion-conseil et d'autres services à partir de 450 bureaux répartis dans 119 pays.

Price Waterhouse



OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

Pipeline Interprovincial Inc. Projet de renversement de la Ligne n°9

L'Office national de l'énergie («l'Office») tiendra une audience publique suite à une demande de Pipeline Interprovincial Inc. («IPL» ou «le Demandeur») pour

- (a) une ordonnance en accord avec la section 58 de la partie III de la *Loi de l'Office national de l'énergie* («la Loi») autorisant la construction d'installations;
- (b) des ordonnances en accord avec la partie IV et les sections 19 et 21 de la *Loi* approuvant la méthodologie tarifaire pour le transport d'huile brute dans la ligne n°9; et
- (c) diverses ordonnances concernant la réalisation du renversement de cette partie du réseau de pipeline appartenant à IPL, connue sous le nom de «Prolongement de Montréal» ou «Ligne n°9».

IPL et quatre raffineries travaillent au développement du projet de la Ligne n°9 («le Projet») afin de renverser le sens d'écoulement de la Ligne pour que l'huile brute importée au Canada par le biais des installations de Portland Pipe Line Corporation et des Pipe-Lines Montréal Ltée puisse être transportée par la Ligne n°9 de l'est à l'ouest, à partir de Montréal jusqu'aux principaux centres de raffinage de l'Ontario.

La partie du réseau d'IPL connu sous le nom de Ligne n°9 comprend 832 kilomètres (517 miles) de pipelines d'un diamètre extérieur de 762 mm (30 pouces), s'étendant entre le Terminal d'IPL situé à Sarnia et le km 3636,45 situé à Montréal.

Les installations nécessaires à la réalisation du Projet comprennent une nouvelle station de pompage, l'installation des pompes de surpression, l'installation d'un nouveau pipeline, de réservoirs ainsi que d'autres installations connexes.

IPL estime les coûts du Projet à 88,7 M\$ et le Projet sera complété pour le 1er avril 1998.

La Phase I de l'audience débutera le mardi, 5 août 1997, à 9h a.m. heure locale, dans la salle d'audience de l'Office national de l'énergie, au troisième étage, au 311, 6ième Avenue S.W. à Calgary, Alberta, pour entendre les preuves et les arguments sur les taux, la tarification et les retombées économiques. La Phase II de l'audience aura lieu lundi, le 11 août 1997, à London en Ontario, à 13h, heure locale (lieu à être confirmé). Dans cette partie, l'Office entendra les preuves et les arguments concernant l'ingénierie, l'environnement et les propriétés. L'audience sera publique et aura lieu dans le but d'obtenir les preuves et les points de vue des personnes concernées par cette demande.

Toute personne désirant participer à l'audience devra soumettre une demande écrite à l'attention du Secrétaire de l'Office et en transmettre une copie à IPL à l'adresse suivante:

M. R.L. Nichols
Vice-président, Comptabilité et affaires réglementaires
Pipeline Interprovincial Inc.
Tour IPL, 10201, avenue Jasper
Boîte postale 398
Edmonton, Alberta T5J 2J9
Téléphone: (403) 420-8274 Télécopieur: (403) 420-5389

IPL remettra une copie de la demande à chacun des intervenants.

Les demandes écrites devront être reçues au plus tard dans l'avant midi du 19 juin 1997. Le Secrétaire émettra peu après une liste des participants.

Toute personne désirant simplement donner ses commentaires sur la demande devra transmettre une lettre présentant ses commentaires au Secrétaire de l'Office, puis en faire parvenir une copie à IPL au plus tard dans l'avant midi du 14 juillet 1997.

Des informations sur les procédures concernant cette audience (ordonnance OH-2-97) et les *Règles de pratique et de procédure de l'Office national de l'énergie* (1995) se rapportant aux audiences (les deux documents sont disponibles en français et en anglais) peuvent être obtenues en écrivant au Secrétaire ou en téléphonant à Madame Mary Lou Scharf, Officier à la réglementation, au (403) 299-3988.

M.L. Mantha
Secrétaire par intérim
Office national de l'énergie
311, 6e Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2P 3H2
Télécopieur: (403) 292-5503

IPL

Le Groupe ABB en Arabie Saoudite

ABB, société internationale de génie électrique, a obtenu hier une commande de la Saudi Consolidated Electric Company (SCECO East) de la province de l'est de l'Arabie Saoudite pour un important poste de haute tension près de Jubail. Cette commande clés en main est évaluée à 150 millions US. Le poste *New Jubail* permettra d'intégrer une nouvelle centrale de 2400 mégawatts au réseau électrique de SCECO East et d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement énergétique aux industries de la région de Jubail.

Vous voulez vendre...
AUTOS
CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES,
MOTONEIGES, MOTOCYCLETTES,
VÉHICULES TOUT TERRAIN
...et même le covoiturage

3 lignes d'annonces **7** jours consécutifs pour
24,99\$ (8,33\$ par ligne supplémentaire)

N.B. — Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. Un peut, d'autre part, se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication.

285-7111
Les petites annonces de
La Presse
Appels interurbains sans frais:
1 800 361-5013



100 VOLVO
ÉDITION SPÉCIALE

Nous avons commandé 100 VOLVO SE équipées à fond, pour livraison en juin et juillet. En raison de l'abondance d'accessoires, nous pouvons offrir des rabais incroyables sur ces modèles.

Venez visiter notre nouvelle salle de montre et souvenez-vous: «Roulez en VOLVO UPTOWN et vous roulez en VOLVO à meilleurs prix»

Charles Hammer
CHARLES HAMMER
DIRECTEUR GÉNÉRAL

UPTOWN VOLVO

4900, rue Paré 737-6666

Une rue au nord de Jean-Talon / Une rue à l'est de Décarie
Centre de service de l'ouest de l'île (service et pièces seulement)
2345, Hymus, Dorval 421-5555

2517110

Gala des Grands Montréalais

97



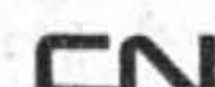
L'Académie
des Grands
Montréalais

Sous la présidence d'honneur du maire de Montréal, monsieur Pierre Bourque, le gala aura lieu le jeudi 19 juin 1997, Salles de bal Le Windsor

Sous l'égide de :



Chapitre de commerce
et d'industrie
de Montréal, International
Board of Trade
et d'Amérique centrale



À cette occasion, nous rendrons hommage à trois nouveaux élus :

secteur économique
MONSIEUR ANDRÉ BÉRARD
président du conseil et chef de la direction
Banque Nationale du Canada

secteur culturel
MONSIEUR GILLES LEFEBVRE
président du Conseil des arts
Communauté urbaine de Montréal

secteur social ou scientifique
MONSIEUR ALAN B. GOLD
ex-juge en chef de la Cour supérieure de la province de Québec et Conseil principal,
étude d'avocats Goodman Phillips & Vineberg

Les noms des lauréats du Prix d'excellence de l'Académie seront dévoilés au cours de cette soirée.

Prix :
185 \$ par personne (taxes en sus)
Nombre de places limité

Réservation :
madame Ghislaine Larose
(514) 871-4000, poste 4001



ÉLUE AU PREMIER TOUR!

BMW redéfinit encore une fois la conduite automobile en vous présentant la toute nouvelle BMW 528i 1997. Maintenant dotée d'un nouveau système de traction électronique qui lui confère une adhérence à la route exceptionnelle en toutes saisons, la 528i saura vous surprendre, sous son allure sportive, par son luxe somptueux et stylisé.

BMW 528i
ÉLUE
VOITURE IMPORTÉE
DE L'ANNÉE 1997
SELON LE MAGAZINE
MOTOR TREND

Et question accélération, son nouveau et puissant moteur de 2,8 litres de 6 cylindres vous propulsera de 0 à 100 km/h en moins de 7,7 secondes. De quoi dépasser rapidement toutes vos attentes et exigences. Dépêchez-vous de venir faire un tour chez l'un de vos concessionnaires BMW afin d'essayer la 528i, car à seulement 699\$ par mois, vous aussi la déclarerez «élue au premier tour».

Montréal
Canbec Automobiles inc.
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343 / Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6862 / 343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard 445-4555
Montréal 875-4415



Le plaisir de conduire.

*Cet offre s'applique au modèle 528i, version manuelle, sport sedan, 1997. Cette offre est exclusivement disponible par l'entremise des services financiers BMW et seulement chez les concessionnaires participants. Sujet à l'approbation du crédit. Prix de location 699 \$ par mois, avec un acompte de 5 700 \$. Un mois de location est exigé en garantie. Des frais de 12¢ du km seront exigés après 18 000 km par année. T.T.P. Valeur résiduelle garantie de 31 642 \$. Cette offre se termine le 30 juin 1997. Passez chez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour les détails. **Selon le magazine Motor Trend, janvier 1997.

LA BOURSE EN BREF

MONTREAL

Volume:	
Mercredi	25 840 000
Mardi	19 567 000

Indices de Montréal:

	Haut	Bas	Clôt	Var.
Marché (XXM)	3289,20	3278,70	3283,54	-4,05
Marché bancaire (XCB)			4977,67	-57,54
Hydrocarbures	3315,53			+34,66
Mines et Métaux	2568,11			-15,37
Produits forestiers	3402,14			+13,26
Biens d'équipement	3310,40			+3,64
Services publics	2989,11			+0,62

Faits saillants:

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	456	479
Gains	173	196
Pertes	184	188
Inchangées	99	95
Hauts 97	33	35
Bas 97	6	6

Valeurs les plus actives:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Abitibi-Consol	998 799	24,85	+0,15
BCE Inc.	650 767	38,85	-0,25
Bombardier B	617 156	29,80	-0,10
MacMillan Bloedel	594 100	20,35	+0,20
La Banque Impériale	470 380	32,35	-0,35

TORONTO

Volume:	
Mercredi	100 190 000
Mardi	114 207 000

Indices de Toronto:

	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	346,73	345,49	346,03	-0,59
TSE 100	391,99	390,55	391,03	-1,00
TSE 300	6471,16	6453,32	6459,51	-13,53
Aurifères			9400,10	+33,04
Les financiers			6567,49	-64,94
Mines et Métaux			5581,88	+56,84
Pétroles et Gaz			6799,83	-43,99
Industrielles			4463,16	+5,37

Faits saillants:

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	1 283	1 283
Gains	445	456
Pertes	514	490
Inchangées	324	337
Hauts 97	57	59
Bas 97	24	16

Valeurs les plus actives:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Rogers Commun B	1 745 573	9,45	+0,25
Alcan Aluminium	1 653 822	51,40	+0,60
Semi-Tech Corp A	1 328 550	3,26	-0,04
BCE Inc.	1 185 353	38,85	-0,20
Quebecor Printing	1 163 260	26,00	+0,60

Juniors / Mines et pétroles:					Mines et pétroles:				
	Volume	Clôt.	Var.			Volume	Clôt.	Var.	
Q.E.X. Res.	3 508 400	0,39	-0,36		Bolden Ropls	9 050 200	8,05	stable	
Explogas Ltee	1 534 866	0,40	-0,13		Abacan Res.	4 313 815	3,26	-0,24	
Sharpe Res.	301 900	2,09	+0,29		Pure Gold Res.	3 656 860	0,285	-0,055	
Brex Inc.	253 000	0,29	+0,03		Black Sea Energy	3 409 600	4,65	stable	
Vior Inc.	219 400	0,37	-0,05		Northstar Energy	2 001 622	12,60	-0,05	

NEW YORK					NASDAQ				
Volume:					Volume:				
Mercredi	513 726 340				Mercredi	623 702 900			
Mardi	531 010 000				Mardi	664 988 100			

Indices Dow Jones:				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Industrielles	7833,96	7476,29	7575,83	+36,58
20 Transports	2703,37	2662,05	2676,49	+5,37
15 Serv. pub.	221,83	219,01	220,56	+0,67
65 Compos	2343,42	2301,00	2324,68	+8,85

Indices NASDAQ:				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Composite	1407,85	1394,40	1407,85	+6,16
Industrielles	1140,50	1132,55	1137,76	+0,08
Banques	1526,15	1517,54	1526,64	+0,97
Assurances	1582,23	1565,85	1582,22	+11,28
Finances	1848,82	1838,39	1848,51	+10,32

Faits saillants:					Faits saillants:				
	Mercredi					Mercredi			
Actions trans.	3 572				Actions trans.	5 735			
Gains	1 315				Gains	2 007			
Pertes	1 028				Pertes	2 019			
Inchangées	829				Inchangées	1 709			
Hauts 97	293				Hauts 97	160			
Bas 97	15				Bas 97	68			

Valeurs les plus actives:					Indices Standard & Poor's:				
	Volume	Clôt.	Var.			Haut	Bas	Clôt.	Var.
Philip Morris	8 688 700	43 1/8	+3/8		400 Industrielles	1023,96	1017,60	1022,51	+4,78
Microsoft	7 943 000	40	-1		20 Transports	618,70	612,55	614,52	+1,31
LSI Logic	6 909 000	35 1/4	+1 1/4		40 Serv. pub.	193,78	192,24	193,38	+1,14
Mercury Finance	6 286 800	2 1/4	+3/8		40 Finances	99,74	99,01	99,68	+0,60
CUC Intl.	4 901 000	25	+7/8		500 Composés	870,66	865,15	869,57	+4,34
Compaq	4 800 000	99 1/8	-3/4		100 Composés	848,78	843,29	847,90	+4,40
Hilton Hotels	4 472 300	26 1/8	+1/8						

Faits saillants:					Faits saillants:				
	Mercredi					Mercredi			
Actions trans.	3 572				Actions trans.	5 735			
Gains	1 315				Gains	2 007			
Pertes	1 028				Pertes	2 019			
Inchangées	829				Inchangées	1 709			
Hauts 97	293				Hauts 97	160			
Bas 97	15				Bas 97	68			

Valeurs les plus actives:					Indices Standard & Poor's:				
	Volume	Clôt.	Var.			Haut	Bas	Clôt.	Var.
Philip Morris	8 688 700	43 1/8	+3/8		400 Industrielles	1023,96	1017,60	1022,51	+4,78
Microsoft	7 943 000	40	-1		20 Transports	618,70	612,55	614,52	+1,31
LSI Logic	6 909 000	35 1/4	+1 1/4		40 Serv. pub.	193,78	192,24	193,38	+1,14
Mercury Finance	6 286 800	2 1/4	+3/8		40 Finances	99,74	99,01	99,68	+0,60
CUC Intl.	4 901 000	25	+7/8		500 Composés	870,66	865,15	869,57	+4,34
Compaq	4 800 000	99 1/8	-3/4		100 Composés	848,78	843,29	847,90	+4,40
Hilton Hotels	4 472 300	26 1/8	+1/8						

Faits saillants:					Faits saillants:				
	Mercredi					Mercredi			
Actions trans.	3 572				Actions trans.	5 735			
Gains	1 315				Gains	2 007			
Pertes	1 028				Pertes	2 019			
Inchangées	829				Inchangées	1 709			
Hauts 97	293				Hauts 97	160			
Bas 97	15				Bas 97	68			

Valeurs les plus actives:					Indices Standard & Poor's:				
	Volume	Clôt.	Var.			Haut	Bas	Clôt.	Var.
Philip Morris	8 688 700	43 1/8	+3/8		400 Industrielles	1023,96	1017,60	1022,51	+4,78
Microsoft	7 943 000	40	-1		20 Transports	618,70	612,55	614,52	+1,31
LSI Logic	6 909 000	35 1/4	+1 1/4		40 Serv. pub.	193,78	192,24	193,38	+1,14
Mercury Finance	6 286 800	2 1/4	+3/8		40 Finances	99,74	99,01	99,68	+0,60
CUC Intl.	4 901 000	25	+7/8		500 Composés	870,66	865,15	869,57	+4,34
Compaq	4 800 000	99 1/8	-3/4		100 Composés	848,78	843,29	847,90	+4,40
Hilton Hotels	4 472 300	26 1/8	+1/8						

RevelinAGF	10,66	nPCUR Ctr 14,03	oH Value	12,16	oFund Cda	20,26	CT Global CS		oAm Rev US
RevelinAGF	10,37	-Barreux Quebec	oH Asia	9,70	oGlo Bond	6,19	oCanada Gro	7,54	oAm Rev US
SpecanAGF	11,77	ynEquities	oAm Nouv	7,57	oGlo Melt	7,44	oCm Act Lat	7,98	oAm Rev US
AGF Groupe US	10,45	B.E.S.T. Fund	oAm East	10,40	oGlo Euro	6,42	oCm Amer	7,98	oAm Rev US
oAm monAGF	5,55	ynBEST Fund 9,91	oPacific	13,14	oGlo Prema	5,42	oCm Amer	7,98	oAm Rev US
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAGF	20,74	Beutel Goodman	oProd Cons	11,54	oGlo Res	20,26	oInfra Mon	6,88	oAct Euro
oAllemAG									

